



N° 497

# ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

SEIZIÈME LÉGISLATURE

---

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 17 novembre 2022.

## PROJET DE LOI

MODIFIÉ PAR LE SÉNAT,

*de finances rectificative pour 2022,*

TRANSMIS PAR

MME LA PREMIÈRE MINISTRE

À

MME LA PRÉSIDENTE

DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(Renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du Règlement.),

*Le Sénat a modifié, en première lecture, le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, dont la teneur suit :*

---

Voir les numéros :

*Assemblée nationale :* **393, 439** et T.A. **27**.

*Sénat :* **113, 124** et T.A. **23** (2022-2023).



### Article liminaire

- ① La prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour 2022 s'établit comme suit :

②

*Cadre potentiel LPFP 2018-2022 (en points de produit intérieur brut \*)*

	<b>Exécution 2021</b>	<b>Prévision 2022</b>
Solde structurel (1).....	-4,5	-3,7
Solde conjoncturel (2).....	-2,0	-1,2
Mesures ponctuelles et temporaires (3).....	-0,1	-0,1
Solde effectif (1 + 2 + 3).....	-6,5	-5,0

*\* Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au dixième de point le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi du solde effectif peut ne pas être égal à la somme des montants entrant dans son calcul.*

## PREMIÈRE PARTIE

### CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

#### TITRE I<sup>ER</sup>

#### DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

##### Article 1<sup>er</sup> A

- ① Le 1 du V de l'article 151 septies A du code général des impôts est ainsi modifié :
- ② 1° Après le mot : « retraite », la fin du b est ainsi rédigée : « dans les deux années suivant la cessation du contrat ; »
- ③ 2° À la fin du c, les mots : « d'un an » sont remplacés par les mots : « de deux ans ».

## **Articles 1<sup>er</sup> B, 1<sup>er</sup> et 2**

*(Conformes)*

### **Article 2 bis A (nouveau)**

En 2022, par dérogation au deuxième alinéa du *b* et à la première phrase du *c* du 2° du B du I de l'article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, la hausse, par rapport à la prévision de recettes de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022, du produit des amendes forfaitaires qui ne sont pas perçues par la voie de systèmes automatiques de contrôle et sanction et de celui des amendes forfaitaires majorées de la police de la circulation est entièrement affectée à la contribution au financement par les collectivités territoriales d'opérations destinées à améliorer les transports en commun et la circulation mentionnée au *b* du 2° du B du I de l'article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances précitée.

### **Article 2 bis**

*(Conforme)*

## TITRE II

### **DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

### **Article 3**

- ① I. – Pour 2022, l'ajustement des ressources tel qu'il résulte des évaluations révisées figurant à l'état A annexé à la présente loi et la variation des charges du budget de l'État sont fixés aux montants suivants :

②

(En millions d'euros \*)

	Ressources	Charges	Solde
<b>Budget général</b>			
Recettes fiscales brutes / dépenses brutes .....	6 769	2 810	
À déduire : Remboursements et dégrèvements .....	2 579	2 579	
Recettes fiscales nettes / dépenses nettes.....	4 189	231	
Recettes non fiscales.....	929		
Recettes totales nettes / dépenses nettes .....	5 119	231	
À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.....	-2 253		
<b>Montants nets pour le budget général.....</b>	<b>7 371</b>	<b>231</b>	<b>+7 141</b>
Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants.....	0	0	
<b>Montants nets pour le budget général, y compris fonds de concours .....</b>	<b>7 371</b>	<b>231</b>	
<b>Budgets annexes</b>			
Contrôle et exploitation aériens..	281	-13	+294
Publications officielles et information administrative.....	10	-2	+12
<b>Totaux pour les budgets annexes.....</b>	<b>291</b>	<b>-15</b>	<b>+306</b>
Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants :			
Contrôle et exploitation aériens..	0	0	
Publications officielles et information administrative.....	0	0	
<b>Totaux pour les budgets annexes, y compris fonds de concours .....</b>	<b>291</b>	<b>-15</b>	

<b>Comptes spéciaux</b>			
Comptes d'affectation spéciale...	-3 899	161	-4 060
Comptes de concours financiers .	1 129	442	+687
Comptes de commerce (solde)....			-
Comptes d'opérations monétaires (solde).....			-
Solde pour les comptes spéciaux			<b>-3 373</b>
Solde général.....			<b>+4 074</b>

*\* Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.*

③ II. – Pour 2022 :

④ 1° Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

⑤

*(En milliards d'euros)*

<b>Besoin de financement</b>	
Amortissement de la dette à moyen et long termes.....	145,8
<i>Dont remboursement du nominal à valeur faciale .....</i>	<i>140,8</i>
<i>Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés).....</i>	<i>5,0</i>
Amortissement de la dette reprise de SNCF Réseau .....	3,0
Amortissement des autres dettes reprises .....	0
Déficit budgétaire .....	172,9
Autres besoins de trésorerie.....	-15,4
<b>Total .....</b>	<b>306,3</b>

<b>Ressources de financement</b>	
Émission de dette à moyen et long termes, nette des rachats ...	260
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement ..	1,9
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme.....	0
Variation des dépôts des correspondants .....	3,0
Variation des disponibilités du Trésor à la banque de France et des placements de trésorerie de l'État.....	52,4
Autres ressources de trésorerie .	-11,0
<b>Total .....</b>	<b>306,3</b> ;

⑥ 2° Le plafond de la variation nette, appréciée en fin d'année et en valeur nominale, de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an demeure inchangé.

⑦ III. – *(Non modifié)*

## SECONDE PARTIE

### MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

#### TITRE I<sup>ER</sup>

#### AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2022. – CRÉDITS DES MISSIONS

#### I. – AUTORISATION DES CRÉDITS DES MISSIONS

##### Article 4

① I. – Il est ouvert aux ministres, pour 2022, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires

s'élevant respectivement aux montants de 13 009 528 298 € et de 12 917 006 169 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

- ② II. – Il est annulé pour 2022, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 10 233 347 086 € et de 10 107 124 011 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

### **Article 5**

*(Conforme)*

### **Article 6**

- ① I. – *(Non modifié)*
- ② II. – Il est ouvert aux ministres, pour 2022, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 208 218 617 € et de 168 218 617 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.
- ③ III et IV. – *(Non modifiés)*

## **II. – PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS**

### **Articles 7 et 8**

*(Conformes)*

### **TITRE II**

## **AUTRES DISPOSITIONS**

### **I. – MESURES FISCALES ET MESURES BUDGÉTAIRES NON RATTACHÉES**

### **Articles 9 A et 9 B**



(Conformes)

### **Article 9 C**

(Supprimé)

### **Article 9 DA (nouveau)**

- ① I. – Au 16° du I de l'article 1379 du code général des impôts, le mot : « reverse » est remplacé par les mots : « peut reverser ».
- ② II. – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du I est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.
- ③ III. – La perte de recettes résultant pour l'État du II est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

### **Article 9 D**

Après le mot : « régissent », la fin du premier alinéa du *b* du 6° de l'article 1382 du code général des impôts est ainsi rédigée : « , par les groupements d'intérêt économique constitués entre exploitations agricoles ou par les sociétés exclusivement constituées entre associés exploitants agricoles à condition que ces bâtiments ne soient utilisés qu'au titre des exploitations agricoles de ces mêmes associés. »

### **Article 9 E**

- ① I. – L'article 1635 *quater* J du code général des impôts est ainsi modifié :
- ② 1° Au 3°, le montant : « 200 € » est remplacé par le montant : « 250 € » ;

- ③ 2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- ④ « Les montants prévus aux 1° à 5° du présent article sont actualisés le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année en fonction du dernier indice du coût de la construction publié par l’Institut national de la statistique et des études économiques. Ces montants sont arrondis, s’il y a lieu, à l’euro inférieur. »
- ⑤ II (*nouveau*). – Par dérogation à l’article 14 de l’ordonnance n° 2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion de la taxe d’aménagement et de la part logement de la redevance d’archéologie préventive, le 1° du I du présent article s’applique aux opérations afférentes aux autorisations d’urbanisme délivrées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, à l’issue d’une demande de permis déposée avant le 1<sup>er</sup> septembre 2022 ou consécutives à une demande de permis modificatif déposée à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022 et rattachée à une autorisation d’urbanisme initiale résultant d’une demande déposée avant cette date, de même qu’aux procès-verbaux émis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 constatant l’achèvement de constructions ou d’aménagements en infraction aux obligations résultant d’une autorisation d’urbanisme.
- ⑥ III (*nouveau*). – A. – Le 1° du I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et s’applique aux opérations pour lesquelles le fait générateur de la taxe d’aménagement intervient à compter de cette date.
- ⑦ B. – Le 2° du I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

## **Article 9 F**

*(Conforme)*

## **Article 9 G (*nouveau*)**

- ① I. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :
- ② 1° Le troisième alinéa de l’article L. 122-2 est supprimé ;
- ③ 2° L’article L. 122-4 est abrogé ;
- ④ 3° À l’article L. 122-5, les mots : « des articles L. 122-2 à L. 122-4 sont applicables » sont remplacés par les mots : « de l’article L. 122-2 est applicable ».

- ⑤ II. – Le présent article est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## II. – AUTRES MESURES

*Écologie, développement et mobilité durables*

### Articles 9 et 9 bis

*(Conformes)*

*Relations avec les collectivités territoriales*

### Article 10

- ① La dotation de 120 000 000 euros instituée à l'article 12 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 au profit des départements au titre de la compensation de la revalorisation anticipée du montant forfaitaire des allocations mentionnées aux articles L. 262-2 et L. 522-14 du code de l'action sociale et des familles et résultant de l'application de l'article 9 de la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat est ainsi répartie :
- ② 1° Sont exclus du bénéfice de cette dotation la collectivité territoriale de Guyane, les départements de Mayotte et de La Réunion ainsi que ceux bénéficiant de l'expérimentation prévue à l'article 43 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Sont inclus au bénéfice de cette dotation les collectivités de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- ③ 2° La part de la dotation versée à chaque département éligible est égale au produit entre, d'une part, le montant de la dotation mentionné au premier alinéa du présent article et, d'autre part, le rapport entre les deux termes suivants :
- ④ a) Le montant de la dépense afférente aux allocations mentionnées au même premier alinéa prise en charge par le département au titre de l'exercice 2021, tel qu'il figure dans le compte de gestion ;

- ⑤ b) Le montant de la dépense afférente aux allocations mentionnées audit premier alinéa prise en charge par l'ensemble des départements au titre de l'exercice 2021, tel qu'il figure dans les comptes de gestion, à l'exclusion de celle exposée par l'État dans les départements dont la compétence d'attribution et de financement du revenu de solidarité active lui a été transférée et par les départements participant à l'expérimentation prévue à l'article 43 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 précitée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

- ⑥ *Prêts à des États étrangers*

### **Article 11**

*(Conforme)*

*Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 novembre 2022.*

*Le Président,*

*Signé : Gérard LARCHER*

**ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS**

ÉTAT A  
(ARTICLE 3 DE LA LOI)  
VOIES ET MOYENS POUR 2022 RÉVISÉS  
**I. – BUDGET GÉNÉRAL**

(En euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2022
	<b>1. Recettes fiscales</b>	
	<b>11. Impôt sur le revenu</b>	<b>+2 802 122 918</b>
1101	Impôt sur le revenu .....	+2 802 122 918
	<b>12. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles</b>	<b>-112 467 836</b>
1201	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles.....	-112 467 836
	<b>13. Impôt sur les sociétés</b>	<b>+2 257 321 198</b>
1301	Impôt sur les sociétés .....	+2 257 321 198
	<b>13 bis. Contribution sociale sur les bénéfiques des sociétés</b>	<b>+11 263 128</b>
1302	Contribution sociale sur les bénéfiques des sociétés.....	+11 263 128
	<b>13 ter. Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés</b>	<b>-104 000 000</b>
1303	Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés.....	-104 000 000

<b>14. Autres impôts directs et taxes assimilées</b>		<b>+303 134 191</b>
	Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes .....	-600 345 350
1402		
1406	Impôt sur la fortune immobilière	+100 000 000
	Prélèvements sur les entreprises d'assurance.....	-209 887
1408		
1410	Cotisation minimale de taxe professionnelle .....	-508 013
	Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction.....	+659 191
1411		
1421	Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle .....	+442 371
1427	Prélèvements de solidarité .....	+833 617 402
1431	Taxe d'habitation sur les résidences principales .....	+15 500
1498	Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'État en 2010).....	-1 030 000
1499	Recettes diverses .....	-29 507 023

	<b>15. Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette</b>	<b>-291 599</b>
1501	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques.....	-291 599
	<b>16. Taxe sur la valeur ajoutée nette</b>	<b>+1 231 846 503</b>
1601	Taxe sur la valeur ajoutée .....	+1 231 846 503
	<b>17. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes</b>	<b>+379 710 855</b>
1701	Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices...	-143 910
1703	Mutations à titre onéreux de meubles corporels .....	-199 980
1704	Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	+28 968 924
1706	Mutations à titre gratuit par décès ..	+300 000 000
1721	Timbre unique .....	-109 639
1753	Autres taxes intérieures.....	-45 207 813
1754	Autres droits et recettes accessoires.....	-4 035
1755	Amendes et confiscations.....	-33 787
1756	Taxe générale sur les activités polluantes .....	+19 083
1774	Taxe spéciale sur la publicité télévisée	-163 062
1785	Produits des jeux exploités par la Française des jeux (hors paris sportifs) .....	+109 215
1786	Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos .....	+276 452 535
1787	Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques .....	-5 841 508
1788	Prélèvement sur les paris sportifs ...	-73 380 875
1789	Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne .....	-554 293
1797	Taxe sur les transactions financières .....	-100 200 000



	<b>2. Recettes non fiscales</b>	
	<b>21. Dividendes et recettes assimilées</b>	<b>+581 309 668</b>
2110	Produits des participations de l'État dans des entreprises financières .....	+380 200 000
2116	Produits des participations de l'État dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers.....	+57 000 000
2199	Autres dividendes et recettes assimilées .....	+144 109 668
	<b>22. Produits du domaine de l'État</b>	<b>+216 009 500</b>
2201	Revenus du domaine public non militaire .....	+216 000 000
2212	Autres produits de cessions d'actifs	+9 500
	<b>23. Produits de la vente de biens et services</b>	<b>+308 990 000</b>
2301	Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget ...	+117 500 000
2304	Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor public au titre de la collecte de l'épargne .....	+31 490 000
2399	Autres recettes diverses.....	+160 000 000

	<b>24. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières</b>	<b>+405 133 230</b>
2401	Intérêts des prêts à des banques et à des États étrangers .....	+31 412 586
2402	Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social.....	+5 000 000
2403	Intérêts des avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics.....	+11 350 000
2409	Intérêts des autres prêts et avances .....	+274 000 000
2499	Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées.....	+83 370 644
	<b>25. Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites</b>	<b>-4 398 480</b>
2501	Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers .....	-45 000 000
2503	Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes .....	+33 000 000
2513	Pénalités .....	+7 601 520

	<b>26. Divers</b>	<b>-577 713 260</b>
2604	Divers produits de la rémunération de la garantie de l'État .....	-391 973 056
2611	Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires .....	+53 180 492
2612	Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion .....	+8 214 885
2613	Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques .....	+769
2618	Remboursement des frais de scolarité et accessoires .....	+654 283
2622	Divers versements de l'Union européenne .....	-57 237 764
2623	Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits .....	+83 447 131
2698	Produits divers.....	-274 000 000

	<b>3. Prélèvements sur les recettes de l'État</b>	
	<b>31. Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-183 678 335</b>
3101	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement.....	-202 448 164
3107	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale .....	+19 951 144
3109	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité de Corse .	-15 802 147
3111	Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion .	-6 608 527
3130	Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants .....	-572 964
3136	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Guyane.....	+27 000 000
3141	Soutien exceptionnel de l'État au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire .....	-46 000 000
3145	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises des locaux industriels	+40 802 323

	<b>32. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne</b>	<b>-2 068 854 413</b>
3201	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du budget de l'Union européenne.....	-2 068 854 413

## RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL

*(En euros)*

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2022
	<b>1. Recettes fiscales</b>	<b>+6 768 639 358</b>
11	Impôt sur le revenu .....	+2 802 122 918
12	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles .....	-112 467 836
13	Impôt sur les sociétés.....	+2 257 321 198
13 bis	Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés .....	+11 263 128
13 ter	Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés .....	-104 000 000
14	Autres impôts directs et taxes assimilées.....	+303 134 191
15	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette .....	-291 599
16	Taxe sur la valeur ajoutée nette...	+1 231 846 503
17	Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes ..	+379 710 855
	<b>2. Recettes non fiscales</b>	<b>+929 330 658</b>
21	Dividendes et recettes assimilées	+581 309 668
22	Produits du domaine de l'État .....	+216 009 500
23	Produits de la vente de biens et services .....	+308 990 000
24	Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières.....	+405 133 230
25	Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites.....	-4 398 480
26	Divers .....	-577 713 260
	<b>Total des recettes brutes (1 + 2)</b>	<b>+7 697 970 016</b>

	<b>3. Prélèvements sur les recettes de l'État</b>	<b>-2 252 532 748</b>
31	Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales.....	-183 678 335
32	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne.....	-2 068 854 413
	<b>Total des recettes, nettes des prélèvements (1 + 2 - 3)</b>	<b>+9 950 502 764</b>

**II. – (Non modifié)**

### III. – COMPTES D’AFFECTATION SPÉCIALE

*(En euros)*

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2022
	<b>Contrôle de la circulation et du stationnement routiers</b>	<b>+121 218 617</b>
	<b>Section : Contrôle automatisé</b>	<b>-7 000 000</b>
01	Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé .....	-7 000 000
	<b>Section : Circulation et stationnement routiers</b>	<b>+128 218 617</b>
04	Amendes forfaitaires de la police de la circulation et amendes forfaitaires majorées issues des infractions constatées par la voie du système de contrôle-sanction automatisé et des infractions aux règles de la police de la circulation .....	+128 218 617
	<b>Gestion du patrimoine immobilier de l’État</b>	<b>-20 000 000</b>
01	Produits des cessions immobilières .....	-20 000 000
	<b>Participations financières de l’État (ligne nouvelle)</b>	<b>-4 000 000 000</b>
06	Versement du budget général (ligne nouvelle) .....	-4 000 000 000
	<b>Total .....</b>	<b>-3 898 781 383</b>

### IV. – (Non modifié)



ÉTAT B

(ARTICLE 4 DE LA LOI)

*RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2022 OUVERTS ET  
ANNULÉS, PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DU BUDGET  
GÉNÉRAL*

*BUDGET GÉNÉRAL*

(En euros)

<b>Mission / Programme</b>	<b>Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes</b>	<b>Crédits de paiement supplémentaire s ouverts</b>	<b>Autorisations d'engagement annulées</b>	<b>Crédits de paiement annulés</b>
<b>Action extérieure de l'État</b>			<b>24 120 019</b>	<b>26 636 001</b>
Action de la France en Europe et dans le monde			3 300 000	6 100 943
Diplomatie culturelle et d'influence			6 850 353	6 850 353
Français à l'étranger et affaires consulaires			13 969 666	13 684 705
<b>Administration générale et territoriale de l'État</b>			<b>45 623 702</b>	<b>54 436 555</b>
Administration territoriale de l'État			16 492 169	14 424 638
Vie politique			13 983 583	16 402 758
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur			15 147 950	23 609 159

(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
<b>Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales</b> Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	431 293 637    400 811 069   30 482 568	454 023 143    444 173 310   9 849 833	5 012 852       5 012 852	5 054 166       5 054 166
<b>Aide publique au développement</b> Aide économique et financière au développement Solidarité à l'égard des pays en développement	31 485 455   31 485 455	22 719 919   22 719 919	82 648 689  82 648 689	24 637 717  24 637 717

(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaire s ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
<p><b>Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation</b></p> <p>Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation</p> <p>Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale</p>			<p><b>26 774 719</b></p> <p>19 759 919</p> <p>7 014 800</p>	<p><b>26 814 496</b></p> <p>19 759 919</p> <p>7 054 577</p>
<p><b>Cohésion des territoires</b></p> <p>Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat</p> <p>Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire</p> <p>Interventions territoriales de l'État</p>	<p><b>45 071 358</b></p> <p>45 071 358</p>	<p><b>32 897 502</b></p> <p>32 897 502</p>	<p><b>13 868 478</b></p> <p>9 931 653</p> <p>3 936 825</p>	<p><b>16 923 022</b></p> <p>12 681 653</p> <p>4 241 369</p>

(En euros)

<b>Mission / Programme</b>	<b>Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes</b>	<b>Crédits de paiement supplémentaires ouverts</b>	<b>Autorisations d'engagement annulées</b>	<b>Crédits de paiement annulés</b>
<b>Conseil et contrôle de l'État</b>			<b>2 940 256</b>	<b>4 494 469</b>
Conseil d'État et autres juridictions administratives			2 557 882	4 131 228
Conseil économique, social et environnemental			362 415	362 415
Haut Conseil des finances publiques			19 959	826
<b>Crédits non répartis</b>			<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>
Dépenses accidentelles et imprévisibles			500 000 000	500 000 000
<b>Culture</b>	<b>70 731 087</b>	<b>75 731 087</b>	<b>1 654 311</b>	<b>1 654 311</b>
Patrimoines	15 320 907	15 320 907		
Création	42 383 592	47 383 592		
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	13 026 588	13 026 588		
Soutien aux politiques du ministère de la culture			1 654 311	1 654 311
<b>Défense</b>	<b>1 450 500 000</b>	<b>1 325 600 000</b>	<b>149 600 000</b>	<b>149 600 000</b>
Environnement et prospective de la politique de défense			25 812 717	25 812 717
Préparation et emploi des forces	1 450 500 000	1 325 600 000		
Soutien de la politique de la défense			31 359 538	31 359 538
Équipement des forces			92 427 745	92 427 745

(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
<b>Direction de l'action du Gouvernement</b> Coordination du travail gouvernemental Protection des droits et libertés Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022			<b>64 042 069</b>  24 069 144  1 004 122  38 968 803	<b>58 914 813</b>  18 663 697  1 022 514  39 228 602
<b>Écologie, développement et mobilité durables</b> Infrastructures et services de transports Affaires maritimes Paysages, eau et biodiversité Expertise, information géographique et météorologie Prévention des risques Énergie, climat et après-mines Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	<b>2 423 684 758</b>  33 287 157  133 235 153  2 255 162 548	<b>1 879 875 360</b>  129 234 442  500 000  1 748 141 018	<b>145 334 330</b>  10 039 375  15 294 955  120 000 000	<b>169 545 438</b>  16 001 098 10 067 076  15 560 483  127 916 781

*(En euros)*

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaire s ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	1 999 900	1 999 900		
Soutien exceptionnel à la rénovation thermique des logements résidentiels <i>(ligne supprimée)</i>				
Soutien à l'achat de pellets et de bûches de bois <i>(ligne supprimée)</i>				
<b>Économie</b>	<b>7 670 868</b>		<b>4 268 217 106</b>	<b>4 371 356 882</b>
Développement des entreprises et régulations			242 311 878	244 539 361
Plan "France Très haut débit"			22 364 795	111 980 044
Statistiques et études économiques	7 670 868			2 001 517
Stratégies économiques			3 540 433	12 835 960
Financement des opérations patrimoniales en 2021 et en 2022 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'État" <i>(ligne nouvelle)</i>			4 000 000 000	4 000 000 000

(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
<b>Engagements financiers de l'État</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 033 124 721</b>	<b>2 014 552 724</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)	2 000 000	2 000 000		
Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)			2 028 049 832	2 002 049 832
Épargne			2 408 337	2 408 337
Dotations du Mécanisme européen de stabilité			2 666 552	2 666 552
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque				7 428 003
<b>Enseignement scolaire</b>			<b>37 708 092</b>	<b>39 778 773</b>
Enseignement scolaire public du premier degré			1 603 003	1 603 003
Enseignement scolaire public du second degré			4 481 846	4 481 846
Vie de l'élève			13 484 678	15 555 359
Enseignement privé du premier et du second degrés			5 850 639	5 850 639
Enseignement technique agricole			12 287 926	12 287 926
<b>Gestion des finances publiques</b>	<b>98 657 204</b>	<b>7 848 117</b>		<b>5 805 064</b>
Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	47 408 247	6 267 135		

(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	42 529 512			5 805 064
Facilitation et sécurisation des échanges	8 719 445	1 580 982		
<b>Immigration, asile et intégration</b>	<b>19 498 369</b>	<b>19 500 822</b>	<b>18 685 781</b>	<b>18 688 234</b>
Immigration et asile	19 498 369	19 500 822		
Intégration et accès à la nationalité française			18 685 781	18 688 234
<b>Justice</b>	<b>18 184 597</b>	<b>17 967 929</b>	<b>238 678 049</b>	<b>161 854 708</b>
Justice judiciaire			33 591 341	49 947 503
Administration pénitentiaire			178 435 311	74 857 224
Protection judiciaire de la jeunesse			7 169 517	20 082 622
Accès au droit et à la justice	18 184 597	17 967 929		
Conduite et pilotage de la politique de la justice			18 432 087	16 344 150
Conseil supérieur de la magistrature			1 049 793	623 209
<b>Médias, livre et industries culturelles</b>	<b>7 000 000</b>	<b>7 000 000</b>	<b>865 836</b>	<b>15 862 777</b>
Presse et médias			865 836	15 862 777
Livre et industries culturelles	7 000 000	7 000 000		



(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
<b>Outre-mer</b>	<b>237 422 951</b>	<b>241 662 541</b>		<b>65 185 100</b>
Emploi outre-mer	236 724 978	241 662 541		
Conditions de vie outre-mer	697 973			65 185 100
<b>Plan de relance</b>	<b>298 500 000</b>	<b>60 000 000</b>	<b>298 500 000</b>	<b>60 000 000</b>
Écologie	298 500 000			
Compétitivité			282 991 491	60 000 000
Cohésion		60 000 000	15 508 509	
<b>Plan d'urgence face à la crise sanitaire</b>	<b>1 250 000 000</b>	<b>1 250 000 000</b>	<b>1 070 074 317</b>	<b>1 094 968 488</b>
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire			405 258 628	405 258 628
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire			52 297 084	77 200 887
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'État dans le cadre de la crise sanitaire			296 978 021	296 978 021
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	1 250 000 000	1 250 000 000		

(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la covid-19			315 540 584	315 530 952
<b>Recherche et enseignement supérieur</b>	<b>153 851 151</b>	<b>151 671 150</b>	<b>168 797 083</b>	<b>193 348 169</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	153 851 151	151 671 150		
Vie étudiante			63 278 657	63 097 657
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires			69 898 575	61 061 701
Recherche spatiale			11 981 885	11 981 885
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables			15 966 535	15 966 535
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle			6 929 664	40 498 623
Enseignement supérieur et recherche agricoles			741 767	741 768
<b>Régimes sociaux et de retraite</b>			<b>61 244 474</b>	<b>60 392 474</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres			60 919 874	60 067 874
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers			324 600	324 600

(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaire s ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
<b>Relations avec les collectivités territoriales</b>  Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements  Concours spécifiques et administration	41 000 000        41 000 000	41 000 000        41 000 000	80 000 000        80 000 000	
<b>Remboursements et dégrèvements</b>  Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)  Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	2 721 241 020        2 721 241 020	2 721 241 020        2 721 241 020	142 000 000        142 000 000	142 000 000        142 000 000

(En euros)

<b>Mission / Programme</b>	<b>Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes</b>	<b>Crédits de paiement supplémentaires ouverts</b>	<b>Autorisations d'engagement annulées</b>	<b>Crédits de paiement annulés</b>
<b>Santé</b>	<b>1 358 457 945</b>	<b>1 358 457 945</b>	<b>71 925 746</b>	<b>70 244 278</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins			7 458 935	5 777 467
Protection maladie			64 466 811	64 466 811
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la Relance et la Résilience (FRR) européenne au titre du volet "Séjour investissement" du plan national de relance et de résilience (PNRR)	1 358 457 945	1 358 457 945		
<b>Sécurité</b>	<b>18 116 960</b>	<b>47 624 793</b>	<b>60 969 502</b>	<b>36 508 539</b>
Police nationale			56 272 499	34 521 907
Gendarmerie nationale		21 370 458	2 674 571	
Sécurité et éducation routières			2 022 432	1 986 632
Sécurité civile	18 116 960	26 254 335		

(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaire s ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
<b>Solidarité, insertion et égalité des chances</b>  Inclusion sociale et protection des personnes  Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales  Prise en charge par l'État du financement de l'indemnité inflation  Aide exceptionnelle aux communes en vue de contribuer à un complément de rémunération des personnels de leurs centres municipaux de santé <i>(ligne supprimée)</i>	<b>658 160 938</b>  428 160 938  230 000 000	<b>658 184 841</b>  428 184 841  230 000 000	<b>12 100 000</b>  12 100 000	<b>3 000 000</b>  3 000 000
<b>Sport, jeunesse et vie associative</b>  Sport  Jeunesse et vie associative  Jeux olympiques et paralympiques 2024			<b>125 274 716</b>  114 174 716  11 100 000	<b>140 074 039</b> 24 864 900  115 209 139

(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaire s ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
<b>Transformation et fonction publiques</b> Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi- occupants Transformation publique Innovation et transformation numériques Fonction publique	40 000 000      40 000 000	40 000 000      40 000 000	200 149 129    196 000 000  304 000 3 845 129	38 828 527    33 000 000  1 789 156 4 039 371
<b>Travail et emploi</b> Accès et retour à l'emploi Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	1 627 000 000      1 627 000 000	2 502 000 000      2 502 000 000	283 413 109    273 000 000    5 413 109  5 000 000	535 964 247    524 000 000    6 964 247  5 000 000
<b>Total</b>	<b>13 009 528 298</b>	<b>12 917 006 169</b>	<b>10 233 347 086</b>	<b>10 107 124 011</b>

ÉTAT C

**(Article 5 de la loi)**

*(Conforme)*

ÉTAT D

**(Article 6 de la loi)**

*RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2022 OUVERTS ET  
ANNULÉS, PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DES COMPTES  
SPÉCIAUX*

**I. – COMPTES D’AFFECTATION SPÉCIALE**



(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
<b>Contrôle de la circulation et du stationnement routiers</b>	<b>128 218 617</b>	<b>128 218 617</b>	<b>7 000 000</b>	<b>7 000 000</b>
Structures et dispositifs de sécurité routière			7 000 000	7 000 000
Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières	128 218 617	128 218 617		
Désendettement de l'État ( <i>ligne supprimée</i> )				
<b>Gestion du patrimoine immobilier de l'État</b>	<b>80 000 000</b>	<b>40 000 000</b>		
Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État	80 000 000	40 000 000		
<b>Total</b>	<b>208 218 617</b>	<b>168 218 617</b>	<b>7 000 000</b>	<b>7 000 000</b>

**II. – (Non modifié)**

*Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Sénat dans sa séance  
du 16 novembre 2022*

*Le Président,*

*Signé : Gérard LARCHER*



